

**Conseil exécutif de l'ACEP**  
**Compte rendu du 28 mai 2014**  
**Bureau national de l'ACEP**  
**Salle de conférence**  
**17 h**

**Présences :** C. Poirier (présidence), B. Black (téléconférence), J.-L. Bourdages, R. Brockington, A. Butler (téléconférence 18 h 30 à 20 h), S. Gagnon, N. Giannakoulis (téléconférence), L. Haméon, A. Kurikshuk-Nemec (téléconférence), S. Mullen, G. Phillips, A. Picotte, C. Danik, J. Ouellette, D. Martin.

**Absences justifiées :** C. Creran, S. Jaroudi, L. Whitmore.

**Annnonce :** C. Poirier informe le CEN qu'il a reçu la démission de L. Whitmore pour motif de charge de travail et raisons personnelles, de même que ses remerciements au CEN. C. Poirier ajoute qu'il lui enverra une lettre de remerciement.

**1) Points aux fins d'approbation**

1 a) Ordre du jour

La modification du règlement n° 7 est ajoutée à l'ordre du jour en point 1 g) et le point 4 f) Comité des Statuts et Règlements est déplacé en 1 h).

**Résolution :** Il est proposé par L. Haméon et appuyé par A. Picotte d'adopter l'ordre du jour, avec modifications. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

1 b) Compte rendu du huis clos du 30 avril 2014

**Résolution :** Il est proposé par A. Picotte et appuyé par L. Haméon d'adopter le compte rendu.

Pour = 10, contre = 0, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

1 c) Compte rendu du 30 avril 2014

L. Haméon propose quelques corrections mineures à la version française du compte rendu.

**Résolution :** Il est proposé par L. Haméon et appuyé par S. Mullen d'adopter le compte rendu, avec modifications.

Pour = 10, contre = 0, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

1 d) Nomination d'un nouveau membre au Comité des communications

**Résolution :** Il est proposé par C. Poirier et appuyé par A. Picotte d'approuver la nomination de M. Parasiuk comme membre du comité.

Pour = 10, contre = 0, abstention = 1. **Résolution adoptée.**

#### 1 e) Nomination d'un nouveau délégué

**Résolution** : Il est proposé par L. Haméon et appuyé par A. Picotte d'approuver la nomination de D. Harris comme nouvelle déléguée à Condition féminine Canada. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

#### 1 f) Résolutions du Comité des finances

##### Résolution n° 1

Le Comité des finances recommande au Conseil exécutif que les sommes suivantes soient transférées du Fonds pour imprévus de l'exécutif pour couvrir les déficits aux postes des honoraires professionnels (30,654.43 \$) et des négociations collectives (1,297.54 \$) pour un total de 31,951.97 \$.

**Résolution** : Il est proposé par R. Brockington et appuyé par L. Haméon que l'argent soit tiré du Fonds pour imprévus de l'exécutif.

Pour = 11, contre = 1, abstention = 0. **Résolution adoptée.**

##### Résolution n° 2

Le Comité des finances recommande au CEN de réviser le règlement 4.7 en ce qui a trait à la fréquence, au type de reçus et aux pièces justificatives qui sont soumises à l'Association.

**Résolution** : Il est proposé par R. Brockington et appuyé par G. Phillips que des reçus soient présentés pour toutes les dépenses. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

#### 1 g) Modification du règlement n° 7

Il est mentionné que sept membres du Comité de négociation collective EC se sont portés volontaires comme membres de l'équipe de négociation collective, et trois autres comme suppléants. Toutefois, le règlement n° 7 limite à six le nombre de membres et à deux les suppléants.

**Résolution** : Il est proposé par R. Brockington et appuyé par G. Phillips de modifier le règlement n° 7 comme suit :

R 7.2.3 Le CNC choisit, en plus du négociateur, au maximum ~~six~~ **sept (7)** membres pour l'ENC de l'unité de négociation EC ou celle de l'unité de négociation TR. Il peut choisir jusqu'à concurrence de ~~deux~~ **trois (3)** suppléants.

Il est **convenu** d'augmenter, en R 7.2.4, d'un membre l'ENC et de maintenir le statu quo pour les suppléants.

#### 1 h) Comité des Statuts et des Règlements

### **16. Comité d'audit (tous les articles suivants renumérotés en conséquence)**

16.1 Le CEN nomme un Comité d'audit qui comprend au moins un membre titulaire ou aspirant de chaque unité de négociation.

16.2 Aucun membre du Conseil exécutif national ne peut siéger au Comité d'audit.

16.3 Le Comité d'audit examine les états financiers de fin d'exercice préparés par le Comité des finances et l'auditeur aux fins d'approbation par le CEN.

**Résolution :** Il est proposé par S. Mullen et appuyé par L. Haméon que la modification des Statuts ci-dessus soit recommandée à l'approbation des membres. **Résolution adoptée à l'unanimité.**

### **3) Questions de fond aux fins de discussion**

#### 3 b) Le point sur le Comité RH (huis clos)

Le projet de rapport est déposé.

### **2) Suivis**

#### 2 a) Le point sur les coûts des indemnités de grève (huis clos)

Une mise à jour des scénarios de coûts est déposée. Aucun suivi.

#### 2 b) Le point sur les honoraires professionnels

La répartition des coûts mise à jour est déposée. Aucun suivi.

#### 2 c) Politique des communications électroniques

J. Ouellette fait le point sur la politique et informe le CEN qu'elle sera mise à jour suivant les suggestions du conseiller juridique et qu'elle entrera en vigueur le 15 juin 2014, si le CEN l'approuve. Il est noté que l'employeur a le droit de surveiller et de retirer de l'information de ses réseaux en tout temps.

Il y a **consensus** d'approuver la politique par un vote électronique.

### **3) Questions de fond aux fins de discussion**

#### 3 a) Déclaration solennelle

Une lettre a été envoyée par la poste aux dirigeants de sections locales qui n'avaient pas de déclaration solennelle signée au dossier leur demandant d'envoyer leur déclaration signée. Certains dirigeants de sections locales l'ont retournée par courriel ou télécopieur; toutefois, le règlement stipule que l'original doit être envoyé au bureau national.

Il est **convenu** d'autoriser l'envoi des déclarations solennelles par télécopieur ou courriel.

Le bureau national informe le CEN qu'un dirigeant de section locale a demandé quelles seraient les conséquences s'il refusait de signer la déclaration solennelle.

**Résolution** : Il est proposé par L. Haméon et appuyé par A. Kurikshuk-Nemec que les dirigeants de l'ACEP omettant ou refusant de signer la déclaration solennelle en temps utile soient avisés qu'il leur est interdit d'agir comme dirigeants de l'ACEP aux termes du paragraphe 21.4 des Statuts et soient avertis que s'ils tentent de continuer à agir comme dirigeants de l'ACEP ils feront l'objet de mesures disciplinaires aux termes du règlement 5.2.

Après discussion, il y a **consensus** que le bureau national envoie une autre lettre signalant que, si une déclaration solennelle signée n'est pas reçue, le bureau national avisera les ministères et organismes et les membres que les dirigeants de sections locales en cause ne seront plus autorisés à agir comme représentants de l'Association et n'auront plus de postes comme dirigeants de sections locales.

### 3 b) Le point sur le Comité RH (huis clos)

Ce point est discuté à huis clos.

### 3 c) Stratégie de négociation collective (R. Brockington)

Ce point est discuté à huis clos.

## **4) Rapports**

### 4 a) Président

Le mois de mai a commencé en lion cette année. Pour un syndicat qui n'a pas d'antécédents en matière de grands événements publics et de manifestations, nous avons eu une présence marquée et remarquée le 1<sup>er</sup> mai au BBQ organisé à Place du Portage ainsi qu'à la marche organisée par Solidarité contre l'austérité. En effet, les efforts de promotion déployés par nos sections locales et par le bureau national ont porté fruit et nous avons pu attirer de nombreux représentants de l'ACEP. Pendant la marche, les drapeaux de l'Association flottaient fièrement dans les premiers rangs de la manifestation. Souhaitons que cela devienne une tradition annuelle.

Les assemblées générales annuelles de nos sections locales se sont poursuivies et il n'en restera que quelques-unes en juin avant la pause de l'été. Deux constantes reviennent : nos membres en ont plus qu'assez d'un gouvernement qui abuse de ses pouvoirs et qui les traite comme des citoyens de deuxième classe; de plus, ils veulent entendre un message positif qui leur donne l'espoir que les mauvais traitements auront une fin. C'est sur cette note que nous avons travaillé à la préparation du prochain numéro d'*Entre professionnels (Professional Dialogue)*. C'est également sur ce ton que je termine mes allocutions dans les AGA.

Je dis à nos membres que nous avons plus de pouvoir que nous pourrions le penser. Au départ comme syndiqués, si nous choisissons de participer aux activités de notre syndicat ou au mouvement de solidarité intersyndicale. Si nous participons à la vie démocratique de notre syndicat. Nous avons aussi du pouvoir comme contribuable car, comme nous le verrons plus loin, les partis politiques sont financés par de simples contribuables comme nous. Enfin, nous avons du pouvoir comme électeur et nous avons le devoir d'exercer notre droit de vote et montrer aux gens malhonnêtes qui nous dirigent que leur temps au pouvoir est terminé. Je dois dire que l'accueil est très favorable.

Parlant d'accueil tout aussi favorable, j'ai été invité à prendre la parole devant les congressistes de l'Alliance de la fonction publique au Congrès triennal de la région de la Capitale nationale, à l'invitation de mon ami Larry Rousseau, vice-président régional. J'ai donc pu m'adresser aux représentants des exécutifs nationaux et régionaux ainsi qu'aux délégués, et leur parler de la nouvelle coopération intersyndicale qui anime les 18 agents négociateurs de la fonction publique fédérale. C'était sans doute une première pour l'Alliance d'avoir comme conférencier invité le président d'un autre syndicat, mais ce n'est sûrement pas la dernière fois. D'ailleurs, Larry et moi récidivons demain soir à l'occasion d'une «Assemblée téléphonique» sur les risques entourant l'élection provinciale en Ontario. Nous répondrons aux questions des membres présents au bout du fil.

Parlant élection, tout au long de la tournée des AGA, j'ai pu tester la réaction des participants en abordant avec eux le concept du «Plan de (ré)action économique» que nous a soumis notre collègue Greg il y a quelques mois. Je dois dire que, si les gens sont surpris au départ, ils en viennent rapidement à comprendre qu'avec ne serait-ce que 10\$, pour un coût réel de 2,50\$ après impôt, ils peuvent changer l'issue de la prochaine élection fédérale. Je constate que bien des gens ne se limiteront pas à faire un don politique de 10\$. Moi le premier, si je veux voir mon propre député remplacé par quelqu'un de plus compétent. Je leur fais également la suggestion d'inclure avec leur chèque un petit mot demandant au parti à qui ils décident de contribuer de ne pas attaquer les fonctionnaires et de s'engager à rétablir les droits perdus par les employés de l'État. Autre point très bien reçu.

L'ACEP doit modifier sa façon de communiquer et nous devons devenir des marchands d'espoir. Il est temps d'oublier la morosité engendrée par des années d'exams de programmes, de compressions budgétaires, de réaménagement des effectifs, de diminutions de nos avantages sociaux, de négociation de mauvaise foi et d'attaques dans les médias. À nous de répondre «par la bouche de nos canons» comme aurait dit le gouverneur Frontenac lors du siège de Québec. Les syndicats se sont donné comme mot d'ordre la solidarité. C'est maintenant au tour des syndiqués d'afficher leurs couleurs. Nous aurons besoin de drapeaux et d'affiches, c'est sûr. Mais il faudra surtout des confrères et des consoeurs, des parents, des enfants, des amis. Bref, des Canadiens et des Canadiennes disposés à montrer clairement qu'ils en ont assez et qu'il faut que le gouvernement en poste soit remplacé.

#### 4 b) Directeur général des politiques

##### **Négociations collectives EC**

- Les membres EC de l'ACEP ont été invités à participer à un processus de consultation sur les négociations EC. Un questionnaire électronique a été administré sur une période de deux semaines. L'invitation a été envoyée aux membres qui avaient fourni à l'ACEP une adresse électronique personnelle; 29 % ont participé, soit 2 573 membres.
- On a demandé aux membres s'ils voulaient que leur comité de négociation demande à l'employeur s'il acceptait l'arbitrage comme mécanisme de règlement des différends à la table EC. 95 % des membres EC ayant répondu au questionnaire ont demandé que le comité de négociation approche le SCT à ce sujet. La réponse du SCT est arrivée pendant mon absence du bureau. La réponse est non. Il semble que le SCT soit à l'aise d'utiliser la conciliation comme mécanisme de règlement des différends s'il n'y a pas d'entente à la table de négociation EC.
- Le Comité de négociation EC a continué de préparer l'échange de propositions, qui est maintenant prévu pour le 11 juin 2014. Le comité s'est réuni le 23 avril et le 27 mai. Le

cahier de propositions doit être peaufiné à la suite des commentaires du comité sur la dernière version.

- En plus du 10 juin, l'équipe de négociation EC doit rencontrer l'équipe de négociation de l'employeur les 24 et 26 juin.
- En raison de la décision du SCT de refuser l'arbitrage, l'ACEP devra donner aux membres EC plus d'information que d'habitude sur les négociations. L'ACEP affichera sur son site Web ses propositions de même que les propositions de l'employeur avant la fin de juin.
- Le comité de négociation EC a choisi hier les membres de l'équipe de négociation EC.

### **Négociations collectives TR**

- L'équipe de négociation TR a rencontré l'employeur deux fois à la table de négociation, la première fois le 9 avril et la deuxième fois le 24 avril. La première rencontre a porté sur la logistique des négociations. La deuxième rencontre a été consacrée à l'échange de propositions et aux déclarations générales.
- Nous devons nous rencontrer de nouveau à la table les 17, 18 et 19 juin.
- Le SCT a communiqué avec l'ACEP et lui a donné un avis qui lance le processus de consultation sur les postes TR désignés essentiels par l'employeur pour la sécurité des Canadiens. Le nouveau processus imposé par le C-4 remplace la négociation des postes essentiels par un processus où l'employeur a l'entière discrétion et n'est tenu que de consulter.
- L'employeur a avisé l'ACEP de son intention de désigner 297 des postes TR qui sont actuellement occupés par les 824 employés TR syndiqués (36 %). L'avis prévoit un processus qui se terminerait le 10 juillet.
- La documentation envoyée à l'ACEP était entièrement en anglais, une première dans les relations TR avec l'employeur. L'ACEP a demandé qu'une version française des documents soit fournie. Le SCT a accepté, mais ne repoussera pas le début de la période de consultation de 60 jours à la date à laquelle l'ACEP recevra la version de travail ou française. L'ACEP explore la possibilité de déposer une plainte sur les langues officielles.
- Cinq dates ont été réservées pour les consultations : les 29 mai, 6 juin, 12 juin, 27 juin et 4 juillet.

### **Séances d'information C-4**

- L'ACEP continue de donner aux membres l'occasion de se familiariser aux effets du C-4 sur leurs droits, de diverses façons.
- Deux séances d'information, une en anglais et une en français, sont prévues pour les membres de l'ACEP et de l'IPFPC travaillant à l'édifice Crémazie à Gatineau : la première réunion est prévue pour le 3 juin, et la deuxième, le 4 juin. Je ferai une présentation au nom de l'ACEP et Denise Doherty-Delorme le fera au nom de l'IPFPC.

### **Autres rencontres**

- J'ai été invité à présenter un rapport sur les négociations collectives aux membres de l'ACEP à l'AGA de la section locale à STC à midi aujourd'hui.
- J'ai été invité à rencontrer les membres de la section locale à SC/ASPC à leur AGA le 10 juin.

## **Activité personnelle**

- J'ai été invité à participer à un panel traitant de l'avenir des organisations syndicales au Canada. Le samedi 26 avril, j'ai partagé le podium avec Larry Rousseau de l'Alliance (VP RCN) et Shannon Bittman de l'Institut (VP nationale à temps plein), où j'ai présenté mon point de vue devant environ 300 représentants de l'IPFPC dans la RCN.

## **4 c) Directeur général des opérations**

### **Affaires internes**

Chloé St-Jean, dans le cadre de son cours en communications à La Cité collégiale, fait un stage de formation de six semaines. Normand Forgues-Roy occupera, à compter du 3 juin et jusqu'au 28 août, un poste aux communications trois jours par semaine.

### **Sondages électroniques**

Le comité de candidatures de la section locale 503 nous a informés que trois membres ont été élus par acclamation aux postes soumis aux voix. Il n'y aura donc pas d'élection.

Notre fournisseur de service a terminé le travail de programmation nous permettant de gérer et administrer des sondages bilingues à l'aide de notre système de renseignements sur les membres.

### **Site Web**

Le contrat pour la conception et la création d'un nouveau site Web, ainsi que la formation du personnel et la maintenance et le soutien, a été attribué le 30 avril à Envision Online. Nous commencerons à travailler avec Envision le 5 mai et le nouveau site Web doit être livré le 13 juin 2014. Des observations et suggestions utiles ont découlé de l'invitation lancée aux membres du CEN, à certains membres et au personnel de fournir leurs contributions. Nous prévoyons toujours le lancement pour le 13 juin.

### **Négociations**

La sixième réunion du Comité de négociation collective pour les membres de l'ACEP à la Bibliothèque du Parlement a eu lieu le 16 mai. Les membres du comité et des employés ont presque terminé les propositions de négociation. Une demande de renseignements de l'employeur a été reçue le 20 mai et l'avis de négociation a été déposé le 22 mai.

Conseil consultatif mixte de la Commission de la fonction publique (CCMCFP), Comité de la clientèle de la Commission des relations de travail dans la fonction publique (CCCRTFP) et Comité de consultation de la clientèle du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles (CCCTPFDAR)

La prochaine réunion du CCMCFP doit avoir lieu à l'automne.

La prochaine réunion du CCCRTFP aura lieu en juin.

La prochaine réunion du CCCTPFDAR doit avoir lieu en janvier 2015.

## Dossiers de représentation

Voici la répartition par grands sujets de tous les dossiers de représentation ouverts depuis le début de 2014 :

Absentéisme	1	CNM (prestations)	
Accès à l'information		CNM (frais dentaires)	
Hébergement	23	CNM (DSE)	
Nominations intérimaires		CNM (soins de santé)	
AIPRP		CNM (réinstallation)	
Droit d'auteur		CNM (indemnité de déplacement)	
Travail de l'unité de négociation		CNM (déplacements)	
Prestations		CNM (DRE)	13
Prime au bilinguisme		Rémunération	10
Carrière et droits d'enregistrement	1	Pension	1
Classification	6	Évaluation rendement	21
Code de conduite	1	Dossier personnel	1
Consultation		Politique	
Mutations	1	Activité politique	
DJR		Protection vie privée	1
Assurance invalidité	5	Probation	2
Discipline	21	RAND	
Discrimination	4	Programme de recrutement	
Statut d'emploi	1	Représentation	
Évaluation ergonomique		Démission	
Évaluation de l'aptitude au travail		Retraite	1
Harcèlement	29	Retour au travail	7
Santé et sécurité	1	RIM	
Santé et sécurité (demande)		Cote de sécurité	
Horaire de travail	2	Service	
Horaire de travail (heures suppl.)	1	Dotation	17
Horaire de travail (déplacements)		Dotation (DRE)	1
Droits de la personne		Énoncé de fonctions	5
SIGC	1	Télétravail	1
Application d'accord	1	Employé à durée déterminée	
Assurances Johnson		Licenciement	5
Profil linguistique		Conditions de travail	
Formation linguistique	1	Programme de formation	1

Congés	5	Temps de déplacement	
Congés (annuels)	4	Plainte, pratiques de travail injustes	
Congés (deuil)		Cotisations syndicales	1
Congés (autres)	4	Représentation syndicale	
Congés (parlementaires)		Affectation de travail	5
Congés (maladie)	9	Lieu de travail	
Congés (non payés)	5	Charge de travail	
Lettre d'attentes		Actes répréhensibles (dénonciation)	1
Indemnité de maternité	2		
Évaluation médicale	4		
		<b>Total</b>	<b>227</b>

### Causes devant les tribunaux

Une demande de contrôle judiciaire de la décision dans l'affaire Lebeau (discrimination – droits de la personne – Statistique Canada) a été déposée le 22 novembre à la Cour d'appel fédérale.

### Commission des relations de travail dans la fonction publique (CRTFP)

#### Rôle d'audiences

Les audiences suivantes sont prévues pour des causes de l'ACEP devant la CRTFP :

Ottawa	4 juillet	Paquet (Congé)	TPSGC (BtB)
Ottawa	15 au 19 sept.	(Cessation d'emploi)	CISR

Veuillez noter que les audiences peuvent être reportées ou annulées jusqu'au jour de l'audience. Le rôle d'audiences de la CRTFP peut être consulté à :

[http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro\\_e.asp](http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro_e.asp)

[http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro\\_f.asp](http://www.crtfp-pslrb.gc.ca/hearingschedules/intro_f.asp)

#### 4 d) Comité des finances

Les états financiers pour la période se terminant le 31 mars 2014 sont examinés. Aucun suivi.

#### 4 e) Comité d'exercice d'élaboration

Pas de rapport ce mois-ci.

### **5) Levée de la séance**

La séance est levée à 22 h 25.